

Tunisie : A propos des appels à la constitution d'un « gouvernement de salut national »

lundi 8 juillet 2013, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2013).

Le 4 juillet 2013, le Front populaire a appelé à une rencontre pour discuter notamment des points suivants :

- * **"la dissolution de l'Assemblée constituante et la formation d'une instance alternative qui se chargera de finaliser la rédaction de la constitution.**
- * **la formation d'un gouvernement de salut national avec un programme d'urgence pour résoudre la crise en Tunisie et qui supervisera les prochaines élections".**

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29157>

Des articles publiés à ce sujet dans la presse tunisienne sont reproduits ci-dessous.

Sommaire

- [Nidâ Tunes : Appel à la \(...\)](#)
- [Contagion égyptienne ? Rapproc](#)

Nidâ Tunes : Appel à la formation d'un gouvernement de salut national

Le mouvement Nida Tounès a déclaré, hier, « *se ranger totalement aux côtés de la volonté du peuple tunisien et de sa jeunesse* », appelant à « *dissoudre le gouvernement, à former, après concertations, un gouvernement de salut national constitué de compétences nationales, et à définir une feuille de route claire pour les élections* ».

« *Il est temps de revoir le processus de transition démocratique dans sa totalité, de mettre en place une commission technique pour rectifier le projet de Constitution, de proclamer immédiatement la dissolution des ligues de protection de la révolution et de traduire en justice les personnes qui y sont impliquées* », ajoute le mouvement dans son communiqué.

Le texte précise que ces décisions avaient été prises par le bureau exécutif du mouvement, hier sous la présidence de Béji Caïd Essebsi, pour examiner la situation aux plans national, régional et international, soulignant « *la nécessité de corriger immédiatement le processus de transition* ». Pour Nida Tounès, la situation présente se caractérise par « *l'absence de légitimité électorale et consensuelle* », « *l'obstination du mouvement Ennahdha et de ses alliés dans le processus de rédaction de la Constitution* », « *le noyautage des institutions de l'Etat par les partisans aux dépens des compétences, en particulier dans l'institution sécuritaire* », « *l'ingérence dans la justice et son instrumentalisation contre les adversaires* » et « *l'incitation à la violence* ».

Le communiqué met en évidence « *la détérioration de la situation sociale faute de politique de lutte contre la flambée des prix qui accable les citoyens, ce à quoi s'ajoute la persistance de la marginalisation des jeunes sans emploi et de la politique de favoritisme en matière de recrutements* ».

Ce communiqué fait suite à une autre déclaration du mouvement au sujet des évènements survenus en Egypte dans laquelle Nida Tounès estimait que « *le peuple égyptien n'est descendu par millions sur les places publiques et dans les rues qu'en raison du piétinement des mécanismes de dialogue national et de l'impossibilité de parvenir à un consensus* ».

<http://www.lapresse.tn/05072013/69538/appel-a-la-formation-dun-gouvernement-de-salut-national.html>

Contagion égyptienne ? Rapprochement entre les forces démocratiques

Les évènements en Egypte inspirent et revigorent de plus en plus les différentes composantes de l'opposition en Tunisie. Deux réactions ont retenu l'attention des observateurs, celle de Nida Tounès et celle du Front populaire.

Le Bureau exécutif de Nida Tounès avait rendu public un communiqué à l'issue d'une réunion présidée par Béji Caïd Essebsi, où il annonce qu'il se range aux côtés de la volonté du peuple tunisien et de sa jeunesse en estimant qu'il était temps de réviser le processus de transition démocratique dans sa globalité en procédant à la dissolution du Gouvernement actuel et la formation d'un Gouvernement de Salut national composé de compétences nationales, la préparation d'une feuille de route claire pour les prochaines élections, la formation d'une commission technique pour opérer les corrections nécessaires au projet de Constitution, l'annonce de la dissolution des Ligues de protection de la Révolution et la traduction de ceux qui y sont impliqués devant la justice. Le bureau exécutif de Nida Tounès justifie ces revendications par la situation que traverse le pays, marquée par l'absence de légitimité électorale et consensuelle, l'hégémonie d'Ennahdha et de ses alliés dans l'élaboration de la Constitution, le noyautage des institutions de l'Etat par les partisans sur le compte des compétences, notamment au sein de l'institution sécuritaire, l'intervention dans la magistrature et son instrumentalisation contre les adversaires et l'encouragement de la violence au point de menacer les composantes politiques, civiles et sociales. Le mouvement Nidaa Tounès, déplore, dans ce même communiqué, l'accentuation de la détérioration de la situation sociale aggravée par l'absence d'une politique claire capable de juguler la cherté de la vie tout en marginalisant les jeunes sans travail et en optant pour la complaisance en matière d'emploi.

De son côté le Front populaire suite à une réunion tenue sous la présidence de Hamma Hammami, a publié un communiqué où il exprime sa fierté et sa considération pour le courage, la solidarité et la détermination dont le peuple égyptien a fait preuve en s'opposant au gouvernement islamiste, en évinçant le président Morsi, pour plus liberté et de démocratie. Par cette insurrection, le peuple égyptien a fondé par conséquent une nouvelle forme de démocratie qui peut retirer à tout moment la légitimité d'un gouvernement quand ce dernier viendrait à faillir à ses promesses en devenant totalitaire comme le cas des « Frères musulmans » en Egypte.

Le Front populaire ne mâche pas ses mots. Il estime que la Troïka a failli dans sa mission à répondre aux exigences du peuple et n'a fait que prendre des décisions inappropriées depuis son avènement au pouvoir. Ce qui a beaucoup aggravé la situation de la Tunisie, que ce soit sur le plan économique, social, politique et sécuritaire. Situation qui n'est pas prête de s'arranger puisque la Troïka au pouvoir compte instituer un code électoral sur mesure lui permettant de rester au pouvoir.

Le Front populaire a invité tous les partis, les associations et les composantes de la société civile soucieux des objectifs de la révolution à une rencontre consultative le 9 juillet 2013 pour discuter des points suivants :

* La dissolution du gouvernement et la formation d'un cabinet de salut national composé de

compétences nationales

* La mise en place d'un gouvernement de sauvetage national avec un programme de sortie de crise et une feuille de route claire pour le déroulement des élections.

Dans cette même optique, le front populaire exprime son engagement à soutenir toute initiative ou mouvement populaire, démocratique, pacifiste et soucieuse de contrer toute tentative de main mise d'Ennahdha et de ses milices sur la révolution.

Beaucoup de similitudes de points de vue entre les deux communiqués.

Jilani Hammami, porte-parole du Parti des Travailleurs et dirigeant au Front populaire, précise au Temps que les invitations à la réunion de mardi prochain ont été adressées aux partis politiques et les associations de la société civile qui partagent pratiquement la même analyse de la situation dans le pays.

On y retrouve, à l'instar du regroupement qui s'était constitué après l'assassinat de Chokri Belaïd :

* l'Alliance démocratique (issus de l'ex-PDP), Al-Joumhour, Al-Massar, le Parti Socialiste, le Parti du Travail Patriotique et Démocratique, Nida Tounès, le courant Al-Mahabba (Al-Aridha) de Hechmi Hamdi, le Parti des Agriculteurs, le courant réformiste d'Attakatol, le parti Al-Majed,

* les organisations sociales comme l'UGTT, l'UTICA, la Syndicat National des Journalistes, le Conseil de l'Ordre des avocats, l'Association des Magistrats,

Au cours de cette réunion, la situation politique sera analysée, surtout que le Gouvernement actuel et l'Assemblée Nationale Constituante ont montré qu'ils n'ont pas la capacité de diriger la période transitoire. Il faut trouver les consensus permettant d'accélérer l'achèvement de la période transitoire, tout en prenant des mesures audacieuses contre le chômage, la marginalisation, la violence et le terrorisme.

Le paysage politique évolue-t-il vers un rapprochement durable entre les composantes des forces démocratiques ? **Ridha Belhaj (Nidaa Tunes)** ne l'exclue pas. « *Mieux, c'est un rapprochement spontané. La situation objective dans le pays a permis de le réaliser. Il est nécessaire de se consulter à cause des dangers qui menacent le pays* », dit-il au Temps.

<http://www.letemps.com.tn/article-77512.html>

P.-S.

* Autres déclarations et articles sur le même sujet :

Zied Lakhdhar et Hama Hammami <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29050>

Article paru dans TEAN hebdo <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29150>

Communiqué du Front populaire <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29157>

Article paru dans le quotidien tunisien « La Presse »

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29159>